



Séance ordinaire du lundi 18 novembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le dix huit novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Culture

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Magali NAZET MARSON, suppléante de Renaud CALVAT, Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR, France GABORIT, suppléante de Eric PENSO.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Rosy BUONO, Chantal CLARAC, Aline DESTAILLATS, Pierre DUDIEUZERE, Clare HART, Régine ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Patricia MIRALLES, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Eric PETIT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Jean-Luc SAVY, Isabelle TOUZARD.

Absents / Excusés :

Geniès BALAZUN, Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Audrey LLEDO, Arnaud MOYNIER, Joël VERA

Culture - Mandat SA3M pour l'intégration des services de la médiathèque Federico Fellini au sein de la médiathèque Emile Zola - Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) - Exercice 2018 - Approbation

Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président, rapporte :

Dans le cadre de sa compétence construction aménagement entretien et fonctionnement des équipements culturels d'intérêt métropolitain, Montpellier Méditerranée Métropole a décidé du rassemblement des services de la médiathèque Federico Fellini sur le site de la médiathèque centrale Emile Zola. Cette opération a été approuvée par délibération n°16645 du 17 mai 2017. Ce rassemblement induit la reconfiguration d'une partie des espaces, la création de surfaces de plancher supplémentaires (par la création d'une mezzanine en R+1) et la réutilisation de surfaces qui seront, à terme, libérées par le départ des Archives Municipales.

Ce projet permettra également de résoudre certains dysfonctionnements propres à la médiathèque Emile Zola (saturation des espaces de stockage, absence d'espace d'exposition dédié). Le projet prévoit également la transformation de l'actuel auditorium en salle de projection dotée d'un gradin fixe.

Par décision en date du 4 juillet 2017, Montpellier Méditerranée Métropole a confié à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) la réalisation de cette opération. Par la même décision a été autorisé le lancement d'une procédure concurrentielle avec négociation pour l'attribution du marché de maîtrise d'œuvre, ainsi que le dépôt d'une demande de permis de construire pour cette opération. Le mandat de maîtrise d'ouvrage a été signé le 28 juillet 2017, transmis en Préfecture de l'Hérault le 31 juillet 2017 et notifié par Montpellier Méditerranée Métropole à la SA3M le 17 août 2017.

Par décision n°D2018-388 du 25 avril 2018, a été autorisée la signature du marché de maîtrise d'œuvre en vue de la conception et de la réalisation des travaux au groupement d'entreprises Traverses, Frustié, Astier, Inse, Aker et Jourdan.

Les études de maîtrise d'œuvre ont démarré fin mai 2018, par la phase de diagnostic, approuvée le 11 juillet 2018, puis se sont poursuivies par la phase d'Avant-Projet Sommaire (APS), approuvée le 9 octobre 2018. Par courrier en date du 29 novembre 2018, Montpellier Méditerranée Métropole adressait à la SA3M l'accord de la collectivité sur l'Avant-Projet Définitif remis par la maîtrise d'œuvre en date du 5 novembre 2018, en précisant que la fixation du cout prévisionnel définitif des travaux (toutes phases confondues) et du montant définitif du prix global et forfaitaire de la rémunération de l'équipe de maîtrise d'œuvre, initialement prévues à l'issue des études d'Avant-Projet Définitif, feront l'objet d'une décision ultérieure de la collectivité, et autorisant la passation d'un avenant au marché de maîtrise d'œuvre, dans l'attente du résultat des investigations menées au niveau de la structure dont les résultats pourraient avoir un impact sur l'estimation des travaux.

En date du 20 décembre 2018, la maîtrise d'œuvre transmettait un complément au Dossier d'Avant-Projet Définitif afin de prendre en considération l'interprétation des résultats des investigations par son Bureau d'Etudes Structure. Ce dernier démontrait que la quantité réelle de ferrailage présente dans les poutres du plancher Haut du R+1 n'est pas suffisante pour reprendre les charges de la future mezzanine à créer. La solution de renforcement proposée consiste à mettre en œuvre des plats carbone en sous face des poutres existantes. L'impact financier de cette disposition sur l'estimation des travaux ne pourra être conforté qu'à l'issue des études de Projet (PRO) qui seront remises début 2019.

Les échanges intervenus avec les équipes des médiathèques en phase d'études ont permis de mettre au point un calendrier prévisionnel des travaux répondant au souhait de la maîtrise d'ouvrage de maintenir une offre à la médiathèque Emile Zola durant la période des travaux tout en limitant les nuisances en phase chantier, tant pour les personnels de la médiathèque que pour les usagers, impliquant une décomposition des interventions selon un phasage séquencé par niveau. Une période de fermeture reste incontournable pour la réalisation des travaux au niveau de l'atrium. Les aléas techniques et modifications de programme intervenus au cours des études (renforts structurels à mettre en œuvre, réaménagement des collections du R+1 Bas...) imposent par ailleurs des temps d'intervention plus conséquents.

Ce calendrier prévisionnel des travaux s'étale sur une durée de dix-huit mois, selon un phasage séquencé comme suit :

- Phase 1 : Auditorium - RDC
- Phase 2 : Espace jeux vidéo et Forum de l'actualité - RDC Bas et Haut
- Phase 3 : Espace Cinéma - Médiation Numérique - Espace Jeux - Atrium (nécessitant une période de fermeture totale de l'équipement pour une durée estimée de 5 semaines) - R+1 Bas et Haut
- Phase 4 : Services internes - R+3 Bas
- Phase 5 : Réalisation des travaux conditionnés par la libération des emprises occupées par le service des archives au niveau - R+3 Bas

Afin de ne pas retarder la mise en œuvre de la première phase de l'opération, a été décidé, à l'issue des études d'Avant-Projet Définitif (APD) de scinder la remise des dossiers d'étude par la maîtrise d'œuvre en deux temps : le dossier PRO/DCE Auditorium sera étudié et remis par anticipation au maître d'ouvrage ; le dossier PRO concernant les autres zones d'intervention sera remis dans un second temps. Enfin, sans visibilité sur la date de départ des services des Archives de la médiathèque (départ conditionné par la libération d'un site faisant l'objet d'une occupation illicite), les études ne pourront se poursuivre au-delà de la phase APD pour les zones aujourd'hui occupées par les Archives, à savoir la future salle d'exposition ainsi que la salle de réunion programmées au niveau R+3 Bas de l'équipement.

Sur la base du dossier d'Avant-Projet Définitif, une demande de Permis de Construire a été déposée auprès des services instructeurs de la Ville de Montpellier en date du 26 décembre 2018 afin de s'assurer de la délivrance des autorisations administratives avant le démarrage de la première phase de travaux programmée à l'été 2019.

D'un point de vue financier, le bilan reste inchangé et s'élève à un montant total de 6 227 000 € TTC, grâce à la mobilisation d'une part du poste « *Aléas* » permettant la prise en compte des demandes complémentaires du Maître d'ouvrage. Il convient néanmoins de mentionner le risque existant en ce qui concerne le maintien du bilan à ce niveau, ce poste « *Aléas* » étant quasiment purgé à la suite de la prise en compte de ces demandes complémentaires et des aléas techniques survenus en phase d'études. La réalisation de la phase 5 des travaux reste par ailleurs conditionnée par le départ des Archives, actuellement ajourné, et une augmentation probable du bilan de l'opération.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le compte rendu annuel de l'opération présenté par la SA3M ;
- approuver le bilan financier arrêté à la somme de 6 227 000 € TTC ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 74 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 9 voix

M. Renaud CALVAT, Mme Chantal CLARAC, M. Jean-Marc LUSSERT, M. Cyril MEUNIER, M. Eric PETIT, Mme Brigitte ROUSSEL-GALIANA, M. Philippe SAUREL, M. Jean-Luc SAVY, M. Noël SEGURA.

Fait à Montpellier, le 29/11/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 29 novembre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20191118-108330-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/11/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- 02933_CRAC_2018_VD.pdf

- 2933 bilan synthèse.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.